

« Jeunes de quartiers, le pouvoir des mots » Intervention de Jeanne Demoulin et Bénédicte Madelin pour le collectif Pop-part, le 31 mai 2022

L'ORIV a organisé une visioconférence le 31 mai 2022 avec le collectif Pop-part pour présenter l'ouvrage « Jeunes de quartiers, le pouvoir des mots », ainsi que la méthodologie employée pour aboutir à ce résultat. Fruit d'une aventure qui a réuni 120 jeunes, une quinzaine de professionnels-les de la jeunesse et une quinzaine de chercheurs-ses de différents horizons, cette recherche participative a permis la production de différents supports : ouvrage, vidéos réalisées par les jeunes, pièce de théâtre, articles universitaires. Pour plus d'informations, rendez-vous sur : https://jeunesdequartier.fr/

Jeanne Demoulin est maîtresse de conférence à l'université de Paris Nanterre. Elle a coordonné la recherche ANR Pop-part intitulée « Les quartiers populaires au prisme de la jeunesse. » Bénédicte Madelin est bénévole et militante au sein de la coordination « Pas sans Nous ». Elle a fondé le centre de ressources politique de la ville « Profession Banlieues » en Seine-Saint-Denis et a participé à la recherche du collectif Pop-part au titre de ses compétences professionnelles dans le champ de la politique de la ville. Ces deux intervenantes sont revenues sur une <u>présentation de la méthodologie et du processus de recherche utilisé pour cette démarche participative</u>. Les participants-es ont ensuite pu échanger avec elles.

Synthèse des échanges

Les points abordés ici sont une synthèse globale des échanges qui se sont déroulés lors de la visioconférence du 31 mai. Les éléments spécifiques aux territoires ou aux structures présentes n'ont pas été repris dans le détail dans cette synthèse des échanges.

L'importance, pour les jeunes, d'être réellement écoutés et « pris au sérieux »

Lors du temps de discussion, plusieurs échanges ont porté sur la valeur donnée à la parole des jeunes et la manière dont cette parole avait été travaillée pour la transformer en projet concret. Les intervenantes ont insisté sur la nécessité d'accorder une réelle confiance aux jeunes, sans tenter d'orienter les discours, les idées ou les projets, qui pourraient émerger des discussions des jeunes entre eux et elles. La recherche a donc permis d'ouvrir des espaces de débat que les jeunes ne trouvaient pas ailleurs. Même si les jeunes étaient rétribués, ils et elles sont surtout restés-es engagés-es dans le démarche parce qu'ils et elles pouvaient discuter sous le regard bienveillant des interlocuteurs-rices adultes qui tenaient une posture d'écoute active.

Questionner sa posture professionnelle

La recherche a permis aux professionnels-les qui y ont participé de questionner leur propre rapport aux jeunes et les cadres de leurs professions. Il a donc été question de se laisser bousculer dans ses pratiques et de sortir de l'idée que la méthode que l'on a l'habitude de mettre en place est toujours la bonne. Il était question d'observer et d'accepter la capacité des jeunes à s'auto-organiser, notamment (et surtout ?) en dehors des cadres qui leur sont proposés, tout en permettant un accompagnement bienveillant de la part du CSC le cas échéant.

Les professionnels-les ont été invités-es à faire ce pas de côté par les chercheurs-ses et à renforcer leurs capacités d'écoute plutôt que de proposer des actions pédagogiques/éducatives immédiates en réaction aux propos tenus. Les professionnels-les ont pu témoigner du fait que, s'ils et elles avaient été bousculés-es par cette manière de faire, les informations recueillies n'en n'ont été que plus riches. Ce constat révèle un paradoxe dans les métiers de l'éducation populaire et de la prévention spécialisée : les fiches de poste entrainent une obligation d'actions évaluables mais ne laissent que peu de place à l'écoute. Les financeurs d'ailleurs, demandent du concret. Ceci peut en partie expliquer pourquoi les professionnels-les investis-es au départ dans le projet, se sont petit à petit recentrés-es sur les missions confiées par leurs structures et par conséquent, désengagés-es du projet de recherche.

Les liens entre la recherche et les politiques publiques

Cette recherche participative, menée sur quatre ans, est une recherche qui vise à alimenter l'action publique. Les objets produits sont donc libres de droit et utilisables dans les territoires (vidéo, ouvrage, pièce de théâtre). Ces derniers peuvent être des supports de réflexion au niveau local pour alimenter des réflexions sur la participation des jeunes avec des élus-es, ou dans le cadre de réflexions plus générales sur les politiques de jeunesse à l'échelle locale.